

# **27 octobre 2016**

## **Etats Généraux de l'agriculture**

### **FEDAGRIM**

Chers invités,

Tout d'abord, quelques arrangements pratiques à l'entame de cet après-midi :

Comme nous ne voudrions pas que notre réunion perturbe vos appels téléphoniques, il serait préférable de mettre votre GSM en mode silencieux.

Les personnes qui souhaitent utiliser le dispositif de traduction peuvent le faire en le réglant sur ...

Chers invités, chers membres de Fedagrim,

Bienvenue à nos états généraux à Louvain-la-Neuve.

Comme la plupart d'entre vous le savent, Fedagrim veut s'engager résolument pour la préservation de notre agriculture et les dizaines de milliers d'emplois qu'elle représente dans toutes les entreprises liées à l'agriculture. L'année dernière, Fedagrim a fait un premier pas dans cette direction sous le mot d'ordre « Feed the Future », en route vers une économie circulaire, un thème que nous avons lancé au salon Agribex à Bruxelles.

Le thème « Feed the Future » n'a pas seulement trait à l'alimentation pour l'avenir, mais aussi à un terrain fécond potentiel pour l'agro-industrie, à l'alimentation durable, et au soutien ou à la stimulation de possibilités pour maintenir une agriculture viable en Belgique.

Définir un avenir et lui donner une direction n'est possible que si cet avenir est bien mis sur orbite partant de la situation actuelle, avec ses possibilités et son potentiel.

Le problème n'ayant fait que s'aggraver avec le temps, Fedagrim a voulu cette année confronter toutes les parties concernées par l'agriculture, et en particulier nos politiciens et pouvoirs publics, à la vision de ceux qui sont directement impliqués : les agriculteurs.

C'est pourquoi nous avons pris l'initiative de mener une grande enquête pour interroger ces agriculteurs sur la réalité de leur existence et leur vision de l'avenir.

Plus de 1 100 agriculteurs, répartis sur l'ensemble du territoire belge, nous ont envoyé leurs réponses à ces questions, ce que je considère comme un grand succès.

Vous en apprendrez davantage à ce sujet lors des différents ateliers qui précéderont le débat de clôture de tout à l'heure.

Nous avons déjà rapporté quelques-uns de ces résultats au cours des derniers mois au travers de deux communiqués de presse.

Les réponses des agriculteurs interrogés sont sans appel et révèlent la dure réalité à laquelle ils font face. L'enquête a permis de mettre à jour des chiffres choquants.

Comment continuer à dire que l'agriculteur doit être inventif, innovant et compétitif avec un peu moins de 1 000 € par mois en travaillant 70 à 80 heures par semaine, en étant surchargé de toutes sortes d'obligations sociales et en subissant un manque de respect de la société ?

Les réponses nous portent à croire qu'il nous faut agir en tant que fédération.

L'agriculteur et l'agro-industrie sont négligés depuis trop longtemps dans le débat public. Il était d'ailleurs frappant de voir que les dernières discussions sur le budget ont fait énormément de bruit sans qu'un seul mot ne soit prononcé sur l'agriculture.

On en croirait que l'agriculture est devenue quantité négligeable. C'est d'autant plus notable que cette réalité n'importe pas seulement aux agriculteurs, mais aussi à l'ensemble de la chaîne agro-industrielle, aux entreprises agroalimentaires qui y sont liées, et en définitive à une très large portion de l'économie belge.

Rien qu'en Flandre, 35 500 entreprises sont actives dans l'agro-industrie : 20 000 sont des entreprises agricoles et 15 500 des entreprises liées à l'agriculture (fournisseurs, industrie de transformation, etc.). Ces entreprises représentent 149 000 équivalents temps plein rien qu'en Flandre.

Chaque secteur actif dans l'agro-industrie est représenté par sa fédération.

Toutes ces fédérations se font fortes de défendre leurs membres et de veiller à ce qu'ils puissent préserver leur activité des obstacles de nature juridique, fiscale, économique ou légale.

Nous constatons toutefois qu'à ce jour, aucune de ces fédérations n'a entrepris de démarches pour contribuer à défendre ou à préserver le client final, l'agriculteur, qui en fin de compte nous nourrit et nous permet d'exister économiquement.

Nous comprenons entièrement certaines organisations agricoles indignées, qui ne doivent aucunement voir en nous une menace d'ingérence dans leur travail en la matière. Nous apprécions leur engagement déterminé pour la protection du secteur agricole.

Nous constatons cependant qu'elles ne représentent qu'une petite portion de la population professionnelle active qui est tombée dans l'oubli social et économique.

L'agriculteur semble être le dindon de la farce à bien des égards et dans tous les domaines.

Des prix mondiaux cassés par des accords commerciaux. Une réglementation européenne à deux poids deux mesures. Des exigences belges ou régionales qui rendent la production beaucoup plus chère que dans d'autres régions.

Des normes PAS et IHD qui bloquent, ou tout du moins hypothèquent lourdement l'activité agricole dans certaines régions.

L'utilisation à tort et à travers de certaines régions agricoles comme monnaie d'échange contre des zones naturelles de compensation dans les échanges commerciaux entre les détenteurs d'industrie et de terres habitables.

De riches terres agricoles dont les agriculteurs sont expulsés et dont le paysage se mue en borbier envahi de mauvaises herbes.

Le fermier est assailli de toutes parts. Derrière le nom de « l'Europe », l'agriculteur est confronté à de nombreuses exigences augmentant ses frais et diminuant le rendement de son entreprise. En même temps, il fait face à une concurrence européenne et mondiale sur le marché des matières premières où les exigences, quand il y en a, ne sont pas toujours respectées.

La réalité est ce qu'elle est, et la question suivante mérite donc d'être posée :

Peut-on continuer de la sorte plus longtemps, et y aura-t-il encore en Belgique une agriculture rentable dans dix ans ?

Regardez autour de vous, dans votre région, et faites le compte du nombre d'entreprises agricoles qui ont disparu au cours des dix dernières années (nous verrons les chiffres tout à l'heure).

Regardez autour de vous et demandez-vous combien d'entreprises actuelles de votre région vous pouvez citer qui n'ont pas de successeur, qui sont en phase de décroissance et qui n'existeront plus d'ici 10 à 15 ans.

La feuille de route de l'agence flamande de l'agriculture indique que l'année dernière, à peine 153 aides à l'installation de starters ont été attribuées par le fonds d'investissement agricole flamand (VLIF), et que cette tendance (qui est d'ailleurs du même ordre depuis quelques années en termes de nombres) ne va certainement pas aller à la hausse, mais plutôt à la baisse. Un simple calcul confirme l'hypothèse selon laquelle 40 % à peine des entreprises agricoles actuelles seront toujours actives dans dix ans. Calculons ensemble : 153 multiplié par 40 (la durée de carrière d'un agriculteur) égale 6 120 agriculteurs en Flandre, contre 20 à 22 000 aujourd'hui.

Je vous invite cet après-midi, sur base de ces différentes sessions, à rechercher avec nous des réponses. Je vous souhaite un après-midi fructueux et je vous revois après les états généraux pour la conclusion finale.

Discours de clôture :

Nous allons clôturer doucement cet après-midi.

Les différents intervenants de la journée ont apporté une image de ce qu'est l'agriculture aujourd'hui, de ses dangers et de ses possibilités.

L'appel à l'aide des agriculteurs est clair, et il serait irréaliste de la part des pouvoirs publics et de l'industrie liée à l'agriculture d'y rester sourd.

Imaginez-vous : plus d'agriculture, plus d'agro-industrie et plus de production alimentaire sur notre sol.

L'agro-industrie, le secteur de l'alimentation et du commerce de détail, le consommateur et les pouvoirs publics sont-ils conscients de ce que signifierait la (quasi-)disparition de l'agriculture en Belgique ?

Sera-t-il encore possible d'exploiter une entreprise agricole économiquement viable ?

Beaucoup d'entreprises liées à l'agriculture présentes ici aujourd'hui travaillent avec, pour et grâce à l'agriculture. Nous les appelons « conseillers agricoles ».

N'est-il pas grand temps que les différentes forces conjointes (organisations agricoles et fédérations liées à l'agriculture) s'engagent ensemble à défendre une agriculture viable en Belgique ?

Fedagrim tient une nouvelle fois à affirmer clairement que le bain de sang doit cesser sur ce champ de bataille où les agriculteurs belges luttent à armes inégales.

Il ne servira à rien de colmater quelques brèches çà et là.

Mesdames et messieurs les politiciens, seule une méthode radicale, une volte-face avec des interventions fondamentales peut encore freiner l'exode de l'agriculture en Belgique.

Sans des règles de base imposant les mêmes conditions de production à tous les États membres, les principes de base de l'UE concernant la libre circulation des biens, des services et des produits ne constituent pas une réglementation équitable et assassinent des secteurs ou des régions confrontés à d'autres exigences de production. Il est inacceptable que l'UE ne reconnaisse pas cet état de fait.

Les exigences régionales (qu'elles soient sociales, environnementales, liées à la durabilité, au bien-être animal ou à l'architecture agraire) sont parfois nécessaires ou souhaitables, mais elles doivent s'assortir d'un soutien si l'on veut rester compétitif au moins au niveau européen, et si possible au niveau mondial.

Cela ne peut plus être mis sur le dos de l'agriculteur-producteur qui travaille comme un forcené pour satisfaire à toutes les exigences sans reconnaissance sociale et sans rétribution financière respectable. Je rappelle à nouveau les millions d'euros d'aide alloués à la préservation de la nature. Là, aucun modèle de calcul économique et financier n'est mis en place en contrepartie, mais tout le monde dans la société semble trouver normal que les pouvoirs publics et la société en supportent le coût.

Concrètement, Fedagrim réclame une uniformisation des règles du jeu pour toutes les entreprises agricoles de l'UE.

Nous voulons des chances égales pour tous. Les politiciens belges doivent défendre cette réclamation au niveau européen. Nous voulons les mêmes normes et exigences de qualité pour tout le monde. C'est la seule façon d'éviter que les agriculteurs belges ne subissent la concurrence déloyale d'autres secteurs agricoles européens.

Voulons-nous vraiment permettre que l'agro-industrie de la transformation doive bientôt importer ses matières premières depuis l'étranger pour les transformer ici et les écouler en partie sur le marché belge et en partie à la réexportation pour pouvoir conserver ses activités et ses emplois ? Ne parlons même pas de la question de la sécurité alimentaire (pensez aux œufs polonais contaminés), ni de la dépendance aux approvisionnements étrangers insuffisants ou freinés pour maintenir les prix à un niveau élevé sans nécessité (scénario comparable à la crise pétrolière des années 80).

Voulons-nous vraiment permettre que plus de la moitié d'entre vous qui êtes ici présents soient bientôt contraints de changer de profession ? Car si le nombre d'agriculteurs diminue de moitié, le nombre d'emplois nécessaires dans les activités liées à l'agriculture diminuera aussi de moitié.

Fedagrim réclame donc la création de garanties pour la préservation de l'agriculture belge. Nous demandons un prix minimum pour les produits de base de notre

alimentation. Cette mesure est nécessaire si la Belgique juge important de conserver une production alimentaire sur son sol.

Si ce n'est pas le cas, qu'on vienne nous le dire.

Voulons-nous devenir dépendants de l'étranger pour notre alimentation ? Si la réponse est non, alors la société doit faire un effort.

Sous le modèle économique auquel l'agriculture est soumise actuellement, l'agriculture belge est condamnée à disparaître, ou tout du moins à évoluer vers une poignée de méga-entreprises aux mains de riches industriels employant d'anciens agriculteurs comme main-d'œuvre, et çà et là une entreprise agricole qui parvient à écouler ses produits directement à son voisinage. Le reste ira travailler autre part et gardera une partie de son exploitation comme activité complémentaire, à titre de loisir.

Fedagrim relance ici un appel aux pouvoirs publics et aux politiciens.

Quelle est votre réaction à nos conclusions, à l'appel à l'aide des agriculteurs et aux demandes justifiées de Fedagrim que je viens de formuler ?

Nous tendons la main à toutes les fédérations connexes, aux pouvoirs publics et au monde politique pour contribuer, depuis l'industrie de l'approvisionnement, à la mise en place de solutions.

Sur base des résultats d'aujourd'hui, Fedagrim souhaite établir un programme d'action appelé à aboutir aux prochains états généraux fin 2017. Nous invitons d'ores et déjà les décideurs politiques à examiner ensemble, à la fin de l'année prochaine, ce qui aura été entrepris et ce qui aura changé au bénéfice de l'agriculteur et en fonction du rendement de son entreprise.

J'espère que nous aurons alors réussi, tous ensemble en unissant nos forces, à faire quelques progrès concrets pour mettre un terme, ou au moins un frein, au bain de sang qui dure depuis trop longtemps.

Rendez-vous fin 2017.

Merci de votre attention.